

Unité départementale de l'Oise  
283 rue de Clermont  
60000 BEAUVAIS

Beauvais, le 25/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **PARC EOLIEN DE CAMPREMY / BONVILLERS**

60480 CAMPREMY

Références : IC-R/0351/22-AL/SA

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement PARC EOLIEN DE CAMPREMY / BONVILLERS implanté sur la commune de CAMPREMY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC EOLIEN DE CAMPREMY / BONVILLERS
- 60480 CAMPREMY
- Code AIOT dans GUN : 0005107596
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc éolien de Campremy est constitué de 5 aérogénérateurs (E 82-E2) d'une puissance unitaire de 2,3 MW dont les implantations sont situées sur la commune de Campremy et Bonvillers.

Le parc éolien a été mis en service entre le 5 avril et le 6 mai 2011.

Les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- diamètre du rotor : 82 m ;
- hauteur du moyeu : 98 m ;
- hauteur totale : 139 m.

Le parc dispose du bénéfice des droits acquis du 17 septembre 2012 pour la rubrique 2980.1.  
Une déclaration de changement d'exploitant de la société ENERTRAG Plateau Picard SCS vers la société CESE CAMPREMY I SAS a été réalisé le 21 mai 2021.

La gestion du parc est assuré par la société H2AIR GT. La maintenance est assurée par la société ENERCON.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Suite de l'inspection du 25/03/2021, dont:

- déchets ;
- risque incendie.

Les vérifications de terrain ont porté sur l'éolienne E1.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--------------------------|--|--|---|
| PC 7 : déchets           | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle            | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-------------------------------------|--|--|-------------------|
| PC 1 : Identification des machines  | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14           | /  | Sans objet        |
| PC 2 : formations du personnel      | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15           | /  | Sans objet        |
| PC 3 : propreté de l'aérogénérateur | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16           | /  | Sans objet        |
| PC 4 : installations électriques    | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17           | /  | Sans objet        |
| PC 5 : maintenance                  | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18           | /  | Sans objet        |
| PC 6 : Registre                     | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19           | /  | Sans objet        |
| PC 8 : consignes                    | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22           | /  | Sans objet        |
| PC 9 : transmission alerte SDIS     | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23           | /  | Sans objet        |
| PC 10 : garanties financières       | Code de l'environnement du 23/08/2011, article R.553-3 | /  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en avant des non-conformités portant sur la gestion des déchets. Il est donc proposé à madame la préfète de mettre la société en demeure de respecter les dispositions associées.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : PC 1 : Identification des machines

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accident   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.<br><br>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>– les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>– l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>– la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>– la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'inspection a constaté l'identification par un numéro de l'éolienne E 1 (C1 – 823234). Les autres machines n'ont pas été visitées.<br><br>Aux abords de l'éolienne E1, à l'entrée du chemin d'accès un panneau est implanté de façon bien visible et comporte les indications suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale (appeler le 18 et le 112);</li><li>• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>• la mise en garde face au risque de chute de glace.</li></ul><br>Ces indications sont illustrées de pictogrammes.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle : PC 2 : formations du personnel

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accident  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.<br><br>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. |

**Constats :**

*Rappel constats du 25/03/2021 :*

*Fait susceptible de mise en demeure n°1 : Le personnel de la société H2AIR ne dispose pas d'une formation portant sur l'ensemble des risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011. En effet, les risques suivants ne sont pas mentionnés explicitement : limite de sécurité de fonctionnement et d'arrêt, précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles, système de détection incendie ou survitesse, formation de glace, l'ensemble des consignes de sécurité visée à l'article 22.*

*Fait susceptible de mise en demeure n°2 : L'exploitant n'a pas justifié que la formation « élémentaire » du personnel de la société ENERCON porte sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011.*

*Fait susceptible de mise en demeure n°3 : Le registre des exercices d'entraînement, des accidents/incidents n'a pas été présenté.*

L'exploitant a transmis par courrier du 29/06/2021 les informations suivantes :

-> une formation interne couvrant l'ensemble des prescriptions de l'article 15 et de la section 5 a été réalisée en date du 18/06/2021.

L'exploitant a transmis le programme de formation, la feuille d'émergences et les attestations de formation du personnel de la société H2AIR GT.

Le fait susceptible de suite n°1 est levé.

-> un courrier de la société ENERCON du 29/06/2021 dans lequel est mentionné que les consignes de sécurité relative à la section 5 sont bien étudiées lors de la formation technique élémentaire éolienne.

Le fait susceptible de suite n°2 est levé.

Lors de la visite du 27/06/2022, l'exploitant a présenté le registre des exercices d'entraînement, des accidents/incidents. Les éléments du registre sont conformes à la prescription.

Le fait susceptible de suite n°3 est levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC 3 : propreté de l'aérogénérateur**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'intérieur de l'aérogénérateur n°1 est maintenu propre. Il n'a pas été constaté de matériaux combustibles ou inflammables.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : PC 4 : installations électriques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br><br>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.   |
| <b>Constats :</b><br><br><i>Rappel constats du 25/03/2021 :</i><br><br><i>Observation n°2 : L'exploitant transmettra les éléments permettant d'attester la levée des 3 observations mentionnées dans le rapport de vérification des installations électriques de 2021.</i><br><br>L'exploitant a transmis par courrier du 29/06/2021 les éléments permettant d'attester la levée des 3 observations mentionnées dans le rapport de vérification des installations électriques de 2021.<br><br>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par la société SOCOTEC le 8/03/2022. Il n'y est mentionné aucune observation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : PC 5 : maintenance**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accident                               |

**Prescription contrôlée :**

I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

*Rapport constats du 25/03/2021 :*

*Fait susceptible de mise en demeure n°4 : L'exploitant n'a pas justifié du contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur sur trois ans au maximum. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant mentionne que 90 % des brides sont contrôlés au couple en 3 ans. Or, dans son mail du 07/04/2021, il mentionne que les brides sont contrôlées au couple par échantillonnage sans préciser le pourcentage de brides contrôlées par an. L'exploitant n'a pas apporté les éléments nécessaires pour démontrer que le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur est lissé sur trois ans au maximum.*

*L'exploitant précisera le mode opératoire mis en place afin de savoir quelle bride a été contrôlée et quand.*

*Fait susceptible de mise en demeure n°5 :*

*L'exploitant n'a pas justifié de l'ensemble du bon contrôle des systèmes instrumentés de sécurité. En effet, le contrôle du détecteur de survitesse daté de moins d'un an n'a pas été présenté.*

*Fait susceptible de mise en demeure n°6 :*

*La liste des équipements de sécurité n'est pas présente dans le registre de maintenance.*

*Observation n°3 : L'exploitant transmettra le suivi de maintenance suite au contrôle « pas OK » du point « 55 – contrôle du détecteur de fumée sur la salle des machines » du rapport de maintenance du 25/06/2020. En effet, le nouveau rapport de maintenance transmis et daté du 29/03/2021 mentionne que le contrôle « des détecteurs de fumées » est « OK ». Cela ne permet pas de connaître les travaux réalisés sur le détecteur de fumée dans la salle des machines.*

|   |
|---|
| <p>L'exploitant a précisé par courrier du 29/06/2021 que l'ensemble des brides de fixation est vérifié au "taping" (vérification sonore) à 100%, la bride de pale à 10% au couple et à 90% au "taping" chaque année. Ces éléments ont été fournis par la société ENERCON par courrier du 29/06/2021. L'ensemble des brides est contrôlé chaque année.</p> <p>Le fait susceptible de mise en demeure n°4 est levé.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 01/07/2022 la liste des SIS complétée avec un renvoi au type de maintenance (vent, graissage ou principale) dans laquelle il est possible de vérifier la date du dernier contrôle réalisé.</p> <p>D'après ces éléments l'ensemble des SIS a été vérifié il y a moins d'un an. L'exploitant a fait le lien entre la liste des SIS et le registre de maintenance.</p> <p>Les faits susceptibles de mise en demeure n°5 et 6 sont levés.</p> <p>L'exploitant a apporté les éléments nécessaires afin de pouvoir contrôler le suivi de la maintenance du détecteur de fumée dans la salle des machines. Deux détecteurs ont été remplacés (via ordre de service n°000097144021).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle : PC 6 : Registre

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accident  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><i>Rappel des constats du 25/03/2021 :</i></p> <p><i>Fait susceptible de mise en demeure n°7 : La fréquence de l'ensemble des opérations de maintenance n'est pas mentionnée dans les manuels d'entretien de l'installation.</i></p> <p><i>Fait susceptible de mise en demeure n°8 : Le registre ne consigne pas les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. Les rapports ne permettent pas d'avoir un suivi des défaillances constatées.</i></p> <p>Les manuels d'entretien de l'installation ne mentionnent pas la fréquence de l'ensemble des opérations de maintenance.</p> <p>Cependant, l'exploitant a transmis deux documents de descriptions techniques de maintenance (30 et 112 pages) qui précisent les opérations de maintenance.</p> <p>De plus, lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un schéma détaillant la fréquence des maintenances dites "principale", "vent" et "graissage". Il ajoute que les opérations de maintenance sont regroupées au sein des maintenance "principale" (annuelle), "vent" (6 mois) et "graissage" (6 mois).</p> <p>Le fait susceptible de mise en demeure n°7 est levé.</p> |



Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un registre informatique. Ce registre consigne les défaillances constatés avec un code couleur. Les opérations correctives ainsi que le numéro du bon de suivi sont mentionnés en commentaire.

L'exploitant mentionne que le suivi des actions est réalisée grâce à une base de données mise à jour en temps réel.

Il ajoute que le registre est mis à jour dès lors que les actions correctives ont été réalisées.

L'exploitant a transmis par mail du 01/07/2022 le dernier rapport de maintenance principale de l'éolienne E1 du 14/04/2022. Il y est mentionné 6 défauts (armoires électriques, disjoncteur différentiel et éclairage de secours, liaison téléphonique, inspection visuel du mât, accessoires salles des machines, support principal et arbre de moyeu).

Cependant, le registre présenté lors de l'inspection ne fait pas mention de ces défauts. Il a seulement été relevé un défaut sur "palan" au niveau de l'éolienne 2.

Par mail du 06/07/2022, l'exploitant mentionne que le registre ne retient que des points pertinents et reste synthétique. En complément, la société Enercon met à disposition une Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) qui permet de suivre les points de défauts. Il déclare que les 6 défauts sont mineurs ou traités et ne sont donc pas retenus dans le registre (2 sur 6 traités). L'exploitant ajoute que les autres points seront traités lors de la prochaine maintenance.

Le fait susceptible de mise en demeure n°8 est levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC 7 : déchets**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.<br>Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.  |
| <b>Constats :</b><br><br><i>Rappel constat du 25/03/2022 :</i><br><br><i>Fait susceptible de mise en demeure n°9 : L'exploitant n'a pas justifié de l'élimination de ses déchets dans des installations régulièrement autorisées (déchets produits sur le parc éolien de Campremy). En effet, les BSD transmis font référence aux déchets regroupés sur le site de la société « chantier Enercon Service France » et issus de plusieurs parcs éoliens. La traçabilité des déchets appartenant à la société SECE CAMPREMY I SAS n'est pas établie.</i><br><br>L'exploitant a présenté un Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) pour des batteries.<br>Ces déchets sont envoyés sur le site de la société Enercon Service France à Saint Just en Chaussée avant d'être traités par la société Chimirec à Saint Just en Chaussée.<br>La société Enercon Service France n'est pas autorisée à recevoir ces types de déchets (absence de déclaration pour la rubrique 2718).<br><br>De plus, le BSD présenté fait référence aux déchets regroupés sur le site de la société « chantier Enercon Service France » et issus de plusieurs parcs éoliens. La traçabilité des déchets appartenant à la société SECE CAMPREMY I SAS n'est pas établie.<br><br><b>Non-conformité n°1 : L'exploitant ne s'assure pas que les installations utilisées pour l'élimination de ses déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. La traçabilité des déchets appartenant à la société SECE CAMPREMY I SAS n'est pas établie.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |

**Nom du point de contrôle : PC 8 : consignes**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accident  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :<br><br>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;<br><br>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;<br><br>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; |

- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;

- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

#### **Constats :**

*Rappel constats du 25/03/2022 :*

*Fait susceptible de mise en demeure n°10 : L'exploitant n'a pas transmis :*

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

*Fait susceptible de mise en demeure n°11 : Les consignes de sécurité indiquant les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité lors d'haubans rompus ou relâchés et de fixations détendues n'ont pas été présentées.*

L'exploitant a transmis par courrier du 29/06/2022 :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Le fait susceptible de mise en demeure n°10 est levé.

Les consignes de sécurité indiquant les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité lors d'haubans rompus ou relâchés et de fixations détendues ont été transmises par courrier du 29/06/2022.

Le fait susceptible de mise en demeure n°11 est levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC 9 : transmission alerte SDIS**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :<br><br>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;<br><br>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.   |
| <b>Constats :</b><br><br><i>Rappel constats du 25/03/2021 :</i><br><br><i>Fait susceptible de mise en demeure n°12 : L'exploitant n'a pas justifié du délai maximal de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur pour transmettre l'alerte aux services de secours d'urgence compétent.</i><br><br>Par courrier du 29/06/2022, l'exploitant s'est engagé à respecter les délais évoqués par la prescription.<br>Il mentionne que ses installations font l'objet d'une télé-surveillance par un centre dédié basé en Allemagne et fonctionnant 365 jours sur 365 et qui est susceptible d'appeler en urgence les personnes responsables chez H2AIR GT. Un appel des services de secours est ensuite réalisé par le personnel en charge des H2AIR GT.<br>Le fait susceptible de suite n°12 est levé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** PC 10 : garanties financières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/08/2011, article R.553-3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, acte de cautionnement   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Art. R. 553-3. – Les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent existantes à la date d'entrée en vigueur du décret no 2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées, pour y introduire les installations mentionnées à l'article L. 553-1, sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L. 553-3, dans un délai de quatre ans à compter de la date de publication dudit décret. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'acte de cautionnement du parc est valide jusqu'au 25/08/ 2022.<br><br><b>Observation n°1 :</b> L'acte de cautionnement devra être renouvelé. Le montant des garanties financières est à déterminer selon les dispositions des annexes I et II de l'arrêté ministérielle du 26/08/2011.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |